

# PRUD'HOMALES 2022 (MANDAT 2023 - 2025) FICHE DE CANDIDATURE À LA DÉSIGNATION DU COLLÈGE EMPLOYEUR

**Vous souhaitez soumettre votre candidature\* à la désignation générale 2022 (mandat 2023-2025) des conseiller.e.s prud'hommes sur les sièges à pourvoir par l'UDES ?**

**Merci de vous faire connaître, en nous retournant ce bulletin réponse complété et assorti des pièces justificatives avant le 15 mars 2022 par voie électronique à l'adresse suivante [prudhommes@udes.fr](mailto:prudhommes@udes.fr)**

*\*Article L1441-9 du code du travail : Nul ne peut être candidat :*

*1° Sur plus d'une liste mentionnée à l'article L. 1441-18 ;*

*2° Dans plus d'une section ;*

*3° Dans un conseil de prud'hommes, un collège ou une section autres que ceux au titre desquels il remplit les conditions pour être candidat.*

**PRUD'HOMALES 2022****FICHE DE CANDIDATURE À LA DÉSIGNATION\*****PAGE 2/7**

\* Toute candidature est soumise à validation du syndicat employeur d'appartenance

**MERCI DE REMPLIR IMPÉRATIVEMENT TOUS LES CHAMPS DU FORMULAIRE ET FOURNIR LES JUSTIFICATIFS NECESSAIRES**

Les pièces scannées doivent être parfaitement lisibles sous peine d'être rejetées par les services de la Direction des Services Judiciaires (DSJ) qui instruiront les candidatures retenues par l'UDES

Région où vous candidatez \_\_\_\_\_ Département où vous candidatez \_\_\_\_\_

Civilité :  Madame  Monsieur

Nom d'usage \_\_\_\_\_ Nom de naissance (le cas échéant) \_\_\_\_\_

Prénom(s) (tels que déclarés à l'état civil et séparés par des virgules) \_\_\_\_\_

Date de naissance \_\_\_\_\_ Pays de naissance \_\_\_\_\_

Commune et numéro de département de naissance \_\_\_\_\_

**Adresse personnelle**

N°, type et nom de voie \_\_\_\_\_

Complément ou hameau \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Mobile (obligatoire) \_\_\_\_\_ et téléphone fixe (facultatif) \_\_\_\_\_

E-mail personnel (obligatoire) \_\_\_\_\_

*DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT - Preuve que le candidat est âgé de 21 ans au moins et qu'il a la nationalité française au moment de sa nomination*[ *Carte nationale d'identité en cours de validité à la date de nomination (fin décembre 2022)*[ *Ou Passeport en cours de validité à la date de nomination (fin décembre 2022)*[ *Ou Permis de conduire*[ *Ou Extrait d'acte de naissance (avec ou sans filiation) de moins de 3 mois***01 Conseil des prud'hommes et section***N.B.: L'UDES tiendra compte de votre 1<sup>ère</sup> option, néanmoins, en cas de surplus de candidature par rapport au nombre de sièges attribués, nous examinerons vos choix sur les conseils limitrophes.**N.B.: Pour plus de détails sur le.s CPH auprès duquel.desquels vous pouvez candidater, cf. Fiche Implantation CPH.*

Je souhaite soumettre ma candidature aux désignations prud'homales 2022 du collège employeur :

Premier choix : Sur le conseil des prud'hommes de \_\_\_\_\_

Deuxième choix : Sur le conseil des prud'hommes limitrophe à celui dont je relève de \_\_\_\_\_

Troisième choix : Sur le conseil des prud'hommes limitrophe à celui dont je relève de \_\_\_\_\_

Je souhaite soumettre ma candidature aux désignations prud'homales 2022 du collège employeur sur la :

**02**  Section activités diverses  Section encadrement**Nature de la candidature, 2 cas :****Cas 1 :** Vous êtes en situation d'activité (président.e bénévole ou salarié.e employeur avec délégation d'autorité d'employeur) rendez-vous en page 3**Cas 2 :** Vous avez cessé votre activité professionnelle de cadre avec délégation d'autorité d'employeur ou d'employeur bénévole rendez-vous en page 4

\* Toute candidature est soumise à validation du syndicat employeur d'appartenance

**Cas 1** : Vous êtes en situation d'activité (président.e bénévole ou salarié.e employeur avec délégation d'autorité d'employeur)

Candidature en tant que :  Employeur (bénévole)  Salarié.e employeur\*\*

Votre organisme est une :  Mutuelle  Association  Fondation  Coopérative  Autre

Raison sociale \_\_\_\_\_

Adresse de l'établissement \_\_\_\_\_ Code postal et commune \_\_\_\_\_

Votre mail professionnel \_\_\_\_\_

Convention collective applicable (précisez) \_\_\_\_\_ Code IDCC (mention obligatoire) \_\_\_\_\_

Pas de Convention collective

Titre / fonctions exercées \_\_\_\_\_

*Pour le Président bénévole*

Date de désignation (bénévole-président) : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

Ma fonction de président-bénévole est toujours en cours :  Oui  Non

Outre ma fonction de président bénévole :

[ Je suis par ailleurs en activité de salarié de droit privé :  Oui  Non

[ Je suis par ailleurs salarié de droit public :  Oui  Non

[ Je suis sans autre activité professionnelle :  Oui (si oui  retraité  autre)  Non

*Pour le salarié employeur*

Date de début de contrat de mon employeur actuel : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

Contrat de travail toujours en cours :  Oui  Non

*NB : Le mandataire de la liste notifie à l'employeur du candidat le nom du salarié de son entreprise qu'il entend présenter sur sa liste de candidats. Il en informe également l'inspection du travail.*

Nom et prénom du président.e de la structure \_\_\_\_\_

Adresse complète de l'inspection du travail dont dépend le candidat \_\_\_\_\_

*NB : Pour trouver le contact de l'inspection du travail dont dépend votre entreprise, vous pouvez vous rendre sur [www.dreets.gouv.fr](http://www.dreets.gouv.fr)*

#### DOCUMENT A FOURNIR PAR LE CANDIDAT

**Pour les employeurs « bénévoles » président en exercice fournir :**

[ Délibération du conseil d'administration ou AG candidat comme président

[ **ET** Déclaration en préfecture des membres du bureau OU attestation du conseil d'administration indiquant que le candidat exerce toujours la fonction de président au moment du dépôt de la candidature si le document précédemment demandé est relativement ancien

[ **ET** Bulletin de paie d'un salarié de la structure dont le candidat est président, datant de moins de 3 mois (faisant apparaître le nom et adresse de l'établissement, et la convention collective applicable) – les données relatives au salaire peuvent être anonymisées

[ **ET** Récépissé de déclaration du siège social de l'association en préfecture ou statuts mentionnant le siège social

**Pour les salariés avec délégation d'autorité d'employeur**

[ Bulletin de paie du candidat datant de moins de 3 mois (faisant apparaître le nom, adresse de l'établissement, convention collective applicable et ancienneté) – les données relatives au salaire peuvent être anonymisées

[ **ET** Bulletin de paie (qui peut être anonymisé) d'un salarié de la structure (autre que le candidat) datant de moins de 3 mois. Si le candidat candidate dans la section « encadrement », le bulletin du salarié autre que le candidat doit mentionner qu'il est en statut cadre

[ **ET** Délégation particulière d'autorité du candidat Ou son contrat de travail mentionnant une délégation particulière d'autorité

[ **ET** Autorisation employeur (modèle à télécharger)

\* Toute candidature est soumise à validation du syndicat employeur d'appartenance

**Cas 2 :** Vous avez cessé votre activité professionnelle de cadre avec délégation d'autorité d'employeur ou d'employeur bénévole

Candidature en tant que :

Retraité.e (anciennement salarié.e avec délégation d'autorité d'employeur)

Retraité.e (anciennement président.e bénévole)

Autre (précisez)

Votre organisme était une :  Mutuelle  Association  Fondation  Coopérative  Autre

Titre / fonctions exercées auparavant \_\_\_\_\_

Raison sociale \_\_\_\_\_

Adresse de l'établissement \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Commune \_\_\_\_\_

Convention collective applicable (précisez) \_\_\_\_\_ Code IDCC (obligatoire) \_\_\_\_\_

Pas de Convention collective

*DOCUMENT A FOURNIR PAR LE CANDIDAT*

**Retraité.e (anciennement salarié.e avec délégation d'autorité d'employeur)**

*Le candidat doit être en mesure de prouver qu'il avait dans sa dernière activité la fonction employeur*

[ *Délégation d'autorité d'employeur du candidat datant de l'époque où il a exercé sa dernière activité professionnelle Ou son contrat de travail mentionnant une délégation particulière d'autorité*

[ *ET Bulletin de paye ou contrat de travail daté de l'époque où le candidat a exercé sa dernière activité professionnelle*

[ *ET Bulletin de paye anonymisé d'un salarié (autre que le candidat) ou contrat de travail anonymisé d'un salarié (autre que le candidat) ou déclaration sociale nominative ou bordereau de versement des cotisations et contributions sociales adressé à l'organisme chargé de leur recouvrement (pièces datées de l'époque où le candidat a exercé sa dernière activité professionnelle)*

**Retraité.e (anciennement président.e bénévole)**

[ *Bulletin de paie d'un salarié de la structure dont le candidat était président, (faisant apparaître le nom et adresse de l'établissement, convention collective applicable) les données relatives au salaire peuvent être anonymisées*

[ *ET Délibération du conseil d'administration ou AG élisant le candidat comme président et dans l'idéal la déclaration en préfecture des membres du bureau*

**Si le candidat retraité candidate auprès du conseil des prud'hommes de son domicile :**

[ *Justificatif de domicile datant de moins de 3 mois :*

[ *Copie de la facture d'électricité ou gaz, eau, téléphone fixe, accès à internet*

[ *Ou copie du bail de location*

[ *Ou copie de la quittance de loyer*

[ *Ou copie de l'avis de taxe d'habitation ou taxe foncière*

### 03 Justification du respect de la condition capacitaire, deux possibilités :

J'ai exercé au cours des dix dernières années une ou plusieurs activités professionnelles pendant une durée totale cumulée de 2 ans minimum

Prouvé par l'activité professionnelle / fonction actuelle (l'ancienneté de 2 ans ou plus apparaît par exemple sur le bulletin de salaire fourni, il n'est donc pas utile de fournir une autre preuve

Je n'ai pas 2 ans d'ancienneté dans mon emploi /fonction actuel.le, je fournis un justificatif supplémentaire

*DOCUMENT A FOURNIR PAR LE CANDIDAT*

[ *Bulletin(s) de paie justifiant de l'exercice d'une activité professionnelle de 2 ans dans les 10 ans précédant la candidature*

[ **Ou** *Attestation d'emploi de l'entreprise justifiant d'une ancienneté d'au moins 2 ans*

[ **Pour les retraités** : la condition d'activité peut aussi être prouvé par le relevé de pension ou relevé de carrière

### **OU**

J'ai exercé au cours des dix dernières années les fonctions de conseiller prud'homme

*DOCUMENT A FOURNIR PAR LE CANDIDAT*

[ *Attestation du greffe ou du président du conseil de prud'hommes d'avoir exercé les fonctions de conseiller prud'hommes dans les 10 ans précédant la candidature*

### 04 Nom du syndicat d'employeurs d'appartenance de la structure de rattachement

Nom du syndicat d'employeurs d'appartenance (mention obligatoire si votre structure est adhérente à un syndicat d'employeur) \_\_\_\_\_

Réseau :  UDES  Autre (précisez)

Si vous n'êtes pas affilié à un syndicat d'employeurs adhérent à l'UDES, merci de cocher cette case

Le cas échéant, précisez votre éventuellement appartenance à une Fédération / Mouvement / Institution ? \_\_\_\_\_

### 05

#### Informations supplémentaires candidat.e

Formation générale du/de la candidat.e et/ou expérience professionnelle \_\_\_\_\_

Autres mandats exercés (assesseurs pôle social TJ, mandat UDES, etc) \_\_\_\_\_

### 06

#### Avez-vous déjà exercé un mandat de conseiller.e prud'homme ?

Oui

Auprès du conseil des prud'hommes de \_\_\_\_\_

Collège  employeur  salarié

Section  agriculture  commerce  industrie  activités diverses  encadrement

Nombre de mandats prud'hommes antérieurs à la candidature  1  2  3  plus

Organisation mandataire  UDES  Autre (précisez)

### JE CERTIFIE :

Attention, merci de cocher toutes les cases nécessaires. Ce formulaire constitue une déclaration d'engagement dans le cas où vous seriez effectivement désigné.e conseiller.e prud'homme.

Pour les candidat.e.s cadres dirigeant.e.s, cadres supérieurs détenant une délégation d'autorité

- DÉCLARE en avoir averti mon employeur ;
- M'ENGAGE en cas de changement d'employeur à informer l'UDES, ainsi que mon nouvel employeur, de ma qualité de Conseiller.e Prud'homme Employeur, ainsi que de mon statut de salarié.e protégé.e associé à cette qualité.

Pour tou.te.s les candidat.e.s (\*\* Voir le livret de présentation du mandat accompagnant la présente fiche)

*Art. L. 1441-7 du Code du Travail (conditions requises des candidats)\*\**

- Être de nationalité française ;
- Ne pas avoir au bulletin n° 2 du casier judiciaire de mentions incompatibles avec l'exercice des fonctions prud'homales et n'être l'objet d'aucune interdiction, déchéance ou incapacité relative à mes droits civiques ;
- Être âgé.e de vingt et un ans au moins ;
- Avoir exercé une activité professionnelle de deux ans ou justifier d'un mandat prud'homal dans les dix ans précédant la candidature ;
- Produire une carte d'identité ou un passeport en cours de validité au 31/12/2022

*Article L.1441-11 du Code du Travail (Lieu de candidature)\*\**

- Répondre aux conditions pour me présenter dans le conseil des prud'hommes demandé.

*Article L.1441-12 du Code du Travail (collège de candidature)\*\**

- Répondre aux conditions pour me présenter dans le collège employeur.

*Article L.1441-14 à L.1441-17 du Code du Travail (section de candidature)\*\**

- Répondre aux conditions pour me présenter dans la section demandée.
- M'ENGAGE à fournir toute pièce justificative prévue par les textes réglementaires à paraître.
- ACCEPTE de me conformer à la décision de l'UDES qui arrête la liste des candidat.e.s et dont la décision n'a pas à être motivée.
- DÉCLARE ne pas détenir un mandat ou une responsabilité syndicale à raison de ma qualité de salarié.e ou de conseil de salarié.
- DÉCLARE ne pas être candidat.e sur une autre liste.
- DÉCLARE avoir été informé.e de la disponibilité requise pour l'exercice du mandat de conseiller.e prud'homme et accepte d'y consacrer tout le temps nécessaire (formations obligatoires, temps de travail ou temps personnel).
- M'ENGAGE, en outre, si ma candidature est retenue et si je suis désigné.e :
  - Outre la formation légale initiale de 5 jours dispensée par l'École de la magistrature, à participer, tout au long de mon mandat, à la formation continue organisée par l'APFEES, sous forme de journées complètes de travail, ainsi qu'aux réunions d'information concernant ce mandat.
  - À participer à toutes les séances du Conseil de Prud'hommes auxquelles ma présence sera prévue (conciliation, jugement et départage, etc) et de manière plus générale à exercer avec assiduité mon mandat, ainsi que les responsabilités particulières qui pourraient m'être confiées.

- En cas d'empêchement ponctuel, je m'engage à pourvoir à mon remplacement en sollicitant en priorité un.e autre conseiller.e issu.e de l'économie sociale et solidaire.
- À motiver les jugements qui me reviendront et à les remettre dans les délais requis.
- À participer aux réunions de coordination des conseiller.e.s prud'hommes UDES à l'échelle d'un conseil ou d'un ensemble de conseils.
- À prendre attache avec l'UDES pour avis si je suis sollicité.e pour prendre une position publique relative à l'institution prud'homale.
- À démissionner de la fonction prud'homale dans les cas prévus par la réglementation prud'homale ou le règlement intérieur de mon conseil de prud'hommes et à en informer au préalable l'UDES afin de rechercher une solution conforme à l'intérêt de l'économie sociale et solidaire et au bon fonctionnement de l'institution prud'homale.
- À signaler sans délai tout dysfonctionnement de l'institution prud'homale dont j'aurais connaissance, ainsi qu'en cas de conflit à l'intérieur du collège employeur.

Fait à \_\_\_\_\_ Le \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_ Nom \_\_\_\_\_

### JE DECLARE

AUTORISER l'UDES à déposer ma candidature

*NB : Les adresses indiquées sur l'attestation sur l'honneur seront celles utilisées par le conseil des prud'hommes et la DSJ pour vous contacter (prestations serment, installation, etc), aussi, veillez à indiquer le mail que vous consultez régulièrement. Cette même adresse sera également privilégiée par l'UDES pour la diffusion d'informations internes.*

#### DOCUMENT A FOURNIR PAR LE CANDIDAT

[ *Attestation mandat sur l'honneur à joindre*

*Les données à caractère personnel ainsi collectées sont traitées par l'UDES, agissant en qualité de responsable du traitement. Ces traitements sont nécessaires et destinés à la gestion de votre candidature à la fonction de conseiller prud'hommes. Ils sont effectués conformément à la réglementation en vigueur et à la Politique de confidentialité de l'UDES. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 et au règlement européen sur la protection des données du 27 avril 2016, vous disposez sur vos données à caractère personnel d'un droit d'accès, de rectification, à l'effacement, à la limitation, à la portabilité et d'opposition, du droit de définir des directives relatives au sort de vos Données Personnelles après votre mort, que vous pouvez exercer en adressant votre demande par courrier à l'UDES, Délégué à la Protection des Données, 30 Boulevard de Reuilly, 75012 Paris ou par courriel à [udes@udes.fr](mailto:udes@udes.fr).*

*Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle compétente, à savoir la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ou d'obtenir réparation auprès des tribunaux compétents si la personne concernée considère que l'UDES n'a pas respecté ses droits.*